



**Convention sur l'élimination de
toutes les formes de discrimination à
l'égard des femmes**

Distr. : Générale

19 avril 2010

Français

Original : anglais/français/espagnol

**Réunion des États Parties à la Convention
sur l'élimination de toutes les formes de
discrimination à l'égard des femmes**

Seizième réunion

New York, 28 juin 2010

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

**Élection, conformément aux dispositions des paragraphes 4
et 5 de l'article 17 de la Convention, des 12 membres du
Comité devant remplacer ceux dont le
mandat arrive à expiration le 31 décembre 2010**

Note du Secrétaire Général

* CEDAW/SP/2010/1.



1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Secrétaire général convoquera la seizième réunion des États parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 28 juin 2010, pour que les États parties procèdent à l'élection de 12 membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à partir d'une liste de personnes désignées par les États parties pour remplacer celles dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2010 (voir annexe I). Les noms des autres membres, qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2010, figurent à l'annexe II.

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 9 décembre 2009, a invité les États parties à soumettre le 9 mars 2010 au plus tard des candidatures en vue de l'élection de 12 membres du Comité. Le Secrétaire général a dressé la liste alphabétique de toutes les personnes désignées à cette date, en indiquant les États parties dont elles sont les candidates.

Noms des candidats	Pays ayant présenté leur candidature
Ayse Feride Acar	Turquie
Fadheela Al-Mahroos	Bahreïn
Ahmed Al-Mukhaini	Oman
Olinda Bareiro-Bobadilla	Paraguay
Joyce Bayande Mbongo Endeley	Cameroun
Meriem Belmihoub-Zerdani	Algérie
Valentina Bodrug-Lungu	République de Moldavie
Dorcas Ama Frema Coker-Appiah	Ghana
Mary Shanthi Dairiam	Malaisie
Julia Lorena Fries Monleón	Chili
Naéla Mohamed Gabr	Égypte
Ruth Halperin-Kaddari	Israël
Yoko Hayashi	Japon
Samith Hou	Cambodge
Rassolguessida Clémence Ilboudo Sawadogo	Burkina Faso
Grace Kyomuhendo-Bantebya	Ouganda
Violeta Neubauer	Slovénie
Pramila Patten	Maurice
Maria Helena Lopes de Jesus Pires	Timor-Leste
Sapana Pradhan-Malla	Népal
Patricia Schulz	Suisse
Dubravka Simonovic	Croatie
Amaryllis Torres	Philippines
Judit Wirth	Hongrie

3. Les curriculum vitæ des candidats, communiqués par leurs gouvernements respectifs, figurent à l'annexe III.

Annexe I

Liste des 12 membres du Comité dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2010^a

Noms des membres	Pays
Ferdous Ara Begum	Bangladesh
Meriem Belmihoub-Zerdani	Algérie
Saisuree Chutikul	Thaïlande
Dorcas Ama Frema Coker-Appiah	Ghana
Cornelis Flinterman	Pays-Bas
Naéla Mohamed Gabr	Égypte
Ruth Halperin-Kaddari	Israël
Yoko Hayashi	Japon
Violeta Neubauer	Slovénie
Pramila Patten	Maurice
Dubravka Simonovic	Croatie

^a Hazel Gumede Shelton (Afrique du Sud) a été élue à la quatorzième réunion des États parties en juin 2006 pour siéger jusqu'au 31 décembre 2010. Elle a démissionné en 2007 et l'Afrique du Sud n'a désigné à ce jour aucun membre pour la remplacer jusqu'à la fin de son mandat, conformément au paragraphe 7 de l'article 17 de la Convention.

Annexe II**Liste des membres qui siégeront
au Comité jusqu'au 31 décembre 2012**

Noms des membres	Pays
Nicole Ameline	France
Magalys Arocha Domínguez	Cuba
Violet Tsisiga Awori	Kenya
Barbara Evelyn Bailey	Jamaïque
Niklas Bruun	Finlande
Indira Jaising	Inde
Soledad Murillo de la Vega	Espagne
Silvia Pimentel	Brésil
Victoria Popescu	Roumanie
Zohra Rasekh	Afghanistan
Xiaoqiao Zou	Chine

Annexe III

Curriculum vitae des candidats

Ayse Feride Acar (Turquie)

Date et lieu de naissance

14 janvier 1948, Bursa (Turquie)

Langues de travail

Anglais, français (lu)

Situation/fonction actuelle

- Professeur, département de sciences politiques et d'administration publique, Université technique du Moyen-Orient, Ankara (Turquie)

Principales activités professionnelles

- Professeur d'université et chercheuse dans le domaine des sciences politiques, de l'égalité entre les sexes et de la condition féminine
- Activités de sensibilisation et de formation auprès de hauts fonctionnaires, de juristes et de militants de la société civile aux niveaux national et régional (région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, Europe centrale et orientale, Asie centrale)
- Consultante pour des agences nationales et internationales spécialisées dans les droits de la femme

Études

- Licence en sociologie, Middle East Technical University, Ankara, Turquie, 1970
- Maîtrise en sociologie, Bryn Mawr College, Philadelphie, États-Unis, 1973
- Doctorat en sociologie, Bryn Mawr College, Philadelphie, États-Unis, 1976

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Depuis 2009 : représentante turque du Comité ad hoc pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (CAHVIO), Conseil de l'Europe.
- 2006-2008 : experte du Groupe de travail du Conseil de l'Europe sur la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique (EG-TFV), Strasbourg, France.

- 1997-2005 : membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.
- 2003-2005 : Présidente; 2001-2003 : Vice-présidente; 1999-2001 : Rapporteuse.
- 1998-1999 : membre et porte-parole de la délégation turque auprès de la Commission de la condition de la femme (a représenté la Turquie dans le cadre des négociations menées pour élaborer et adopter le Protocole facultatif se rapportant à la Convention).

Publications les plus récentes dans le domaine

- Acar, F., 2007. « Thoughts on the Committee's Past, Hopes for Its Future » dans *The Circle of Empowerment, 25 Years of UN Committee on the Elimination of Discrimination Against Women*, sous la direction de H. B. Schöpp-Schilling et C. Flinterman, The Feminist Press, New York, p. 340-345.
- Acar, F., 2005. « Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women » dans *The Essentials of Human Rights*, sous la direction de R.K.M. Smith et C. van den Anker, Hodder Arnold, Londres; New York, p. 58-61.

Fadheela Al-Mahroos (Bahreïn)

Date et lieu de naissance

10 novembre 1954, Bahreïn

Langues de travail

Arabe et anglais

Situation/fonction actuelle

- Membre du Conseil suprême de la femme
- Maître de conférences en pédiatrie à la faculté de médecine de l'Université du Golfe, Bahreïn
- Conseillère pédiatre au centre hospitalier Sulmaniya, Ministère bahreïnien de la santé
- Présidente du Département de la protection de l'enfance au Ministère bahreïnien de la santé
- Présidente du Conseil d'administration du Centre bahreïnien pour la protection de l'enfance
- Membre du Comité national pour l'enfance, Bahreïn
- Présidente du Réseau arabe pour la prévention des mauvais traitements et négligences envers les enfants
- Membre de la Société internationale pour la prévention des mauvais traitements et négligences envers les enfants

Études

- Septembre 2004 : Maîtrise, Enseignement des professions de la santé, Université du Golfe, Bahreïn
- Décembre 1997 : Diplôme en gestion des services de santé, Royal College of Surgeons, Irlande et Ministère bahreïnien de la santé
- Juin 1988 : Diplôme de l'American Board of Pediatrics
- Janvier 1983 : Diplôme en santé de l'enfant, National University of Ireland, Dublin (Irlande)
- Juillet 1979 : Diplôme de docteur en médecine de la faculté de médecine de l'Université d'Alep (Syrie)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Défense des activités de promotion des droits de l'homme et des droits de la femme. Spécialiste des réponses pluridisciplinaires à apporter aux violences familiales. A organisé et facilité des ateliers sur les droits de la femme dans le contexte de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et sur les femmes dans la société : équité sociale et droits, à l'occasion desquels elle est aussi intervenue.
- Défense des droits de la femme et de l'enfant. A participé à la rédaction de la loi bahreïnienne sur la protection de l'enfance qui est actuellement débattue au Parlement.
- Pédiatre spécialiste des mauvais traitements et négligences envers les enfants. Attire l'attention du public sur ce problème depuis le début des années 90 et a donné de nombreuses conférences devant différents groupes professionnels à Bahreïn, en Arabie saoudite, à Oman, en Jordanie, à Varsovie, au Maroc, à Doha et aux Émirats arabes unis. Fait œuvre de sensibilisation sur l'étendue du fléau, sa reconnaissance, sa gestion et les mesures de prévention nécessaires.
- Exemples d'interventions :
 1. Coordination d'un atelier de cinq jours tenu à Riyad sur les réponses pluridisciplinaires à apporter aux mauvais traitements et négligences dont sont victimes les enfants : novembre 2007 et mai 2008. Tenue d'un atelier similaire à Bahreïn en avril 2008.
 2. Exposé sur les mesures à prendre face aux mauvais traitements envers les enfants dans les pays du Conseil de coopération du Golfe : réalités et défis, Amman, février 2004, et réunion d'experts à Riyad, avril 2004.
 3. Atelier sur la reconnaissance des abus sexuels dont sont victimes les enfants, Amman, avril 2004.
 4. Exposé sur l'exploitation sexuelle des enfants, Forum culturel national, Bahreïn, 2003.

5. Les mauvais traitements envers les enfants : la position de Bahreïn, à la neuvième Conférence marocaine sur les droits des enfants, Casablanca (Maroc), 25 et 26 juin 2002.
6. L'expérience de Bahreïn en ce qui concerne les mauvais traitements envers les enfants, Diagnostic et gestion des mauvais traitements envers les enfants à la Conférence de l'Arabie saoudite, Riyad, mars 2002.
7. Les mauvais traitements envers les enfants : l'expérience de Bahreïn et Que faire contre les mauvais traitements envers les enfants? – deux exposés présentés à la Conférence internationale sur la santé des enfants, à l'Université du Sultan Qaboos, et au Ministère de la santé d'Oman, du 5 au 7 février 2001.
8. Le statut des mauvais traitements à Bahreïn et Protéger les enfants : est-ce possible? – deux exposés présentés à la première Conférence de l'Association médicale du Golfe, Bahreïn, du 24 au 26 novembre 1998.

**Autres activités dans le domaine intéressant
le mandat de l'organe conventionnel
auquel postule le candidat**

- Membre de plusieurs organisations : Association médicale de Bahreïn, Association bahreïnienne pour le développement de l'enfant, Médecins pour les droits de l'homme (États-Unis, 1986-1994), Amnesty International (États-Unis, 1988-1996) et Société internationale pour la prévention des mauvais traitements et négligences envers les enfants.
- Membre du jury du Conseil arabe de spécialisation en pédiatrie, Damas. Experte des droits des enfants. Conseil arabe pour l'enfance et le développement, Le Caire (Égypte).

Publications les plus récentes dans le domaine

1. Al-Mahroos FT *et al.*, 2005. « Child abuse, Bahrain's Experience » dans *Child Abuse & Neglect, International Journal*, n° 29, p. 187-193.
2. Al-Mahroos FT et Bandaranayake RC, 2003. « Teaching Ethics in Medical Schools » dans *Annals of Saudi Medicine*, n° 23 (1-2), p. 1-4.
3. Al-Mahroos FT, 2002. « Responding to Child Abuse in Bahrain: critical look at the present situation and future vision » dans *Protecting Children from Abuse*, Centre bahreïnien d'études et de recherches (sous presse).
4. Al-Mahroos FT et Al-Saleh F., 2000. « Umbilical Cord Blood Lead Level of Newborns in Bahrain » dans *Current Pediatrics Research*, n° 4(1), p. 7-12.
5. Contribution à quatre chapitres du *Textbook of Clinical Pediatrics* : chapitres 192 (sur les diarrhées infectieuses), 197 (sur le pancréas), 203 (sur les maladies métaboliques du foie), et 207 (sur l'hépatite chronique chez les enfants), 2001. Éd. Lippincott Williams et Wilkins.
6. Al-Mahroos FT., 1997. « Corporal Punishment and Psychological Maltreatment of School Girls in Bahrain » dans *Bahrain Medical Bulletin*, n° 19 (3), p. 70-73.

Ahmed Al-Mukhaini (Oman)

Date et lieu de naissance

3 octobre 1967, Koweït

Langues de travail

Parfaite maîtrise de l'arabe et de l'anglais, notions de français

Situation actuelle

1. Vice-président du SASLO Legal Training Center (SLTC)
2. Membre du Comité national pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Principales activités professionnelles

1. Élaboration de programmes de formation juridique
2. Conseil pour la recherche et contrôle qualité

Études

1. Maîtrise d'économie politique (développement économique du Moyen-Orient)
2. Licence (avec mention) Technologies de l'information

**Autres activités principales
dans le domaine intéressant
le mandat de l'organe conventionnel
auquel postule le candidat**

1. Conseiller et consultant sur les droits et la promotion de la femme auprès du FNUAP-Oman et certaines sociétés nationales.
2. Animateur d'ateliers et de sessions de consultation avec le premier groupe de réflexion national dédié à l'autonomisation de la société civile
3. Maître de conférences et directeur de recherche universitaire.
4. Examineur externe en pharmacognosie, éthique dans l'Islam et développement politique.

Publications les plus récentes dans le domaine

1. « Value and Process of National Dialogue », e-journal al-Falaq, janvier 2010.
2. « Women Political Rights and Participation: CEDAW Assessment, Proceedings of the Seminar on Women », société des écrivains d'Oman, janvier 2010.
3. « Assessment of Lady Members Performance of the Shura Council in Oman », compte-rendu du colloque national sur les femmes d'Oman, octobre 2009.

Olinda Bareiro-Bobadilla (Paraguay)

Lieu et date de naissance

Asunción, le 30 août 1950.

Langues de travail

Espagnol, allemand, anglais.

Situation ou fonction actuelle

- Chercheuse au Centre de Documentation et d'Études (CDE),
- Enseignante coordinatrice du Programme pour l'égalité entre les sexes et les politiques publiques (Programa de Género y Políticas Públicas - PRIGEPP/FLACSO Argentine),
- Membre du Comité assesseur de la Commission nationale du bicentenaire (Comisión Nacional del Bicentenario) (Paraguay), présidente de Sakä, une initiative pour la transparence électorale
- Membre de l'Assemblée générale de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH).

Principales activités professionnelles

Coordonne actuellement les projets d'« égalité pour les travailleuses du secteur domestique » (« Igualdad para las trabajadoras del servicio doméstico ») et de « familles dans les politiques publiques » (« Familias en las políticas públicas ») au sein du CDE et elle représente cette institution auprès du Réseau contre toute forme de discrimination. Au PRIGEPP, elle est professeur coordinatrice du Séminaire sur la démocratie, l'État et la citoyenneté, un des quatre cours de base de la maîtrise. Actuellement elle est consultante de l'IDRC pour la rédaction de l'article régional sur la « Gouvernance démocratique et droits des femmes » (« Gobernanza democrática y derechos de las Mujeres ») et de la Commission interaméricaine des femmes (CIM-OEA) pour la rédaction d'un article régional sur la « Démocratie et la participation politique des femmes » (« Democracia y participación política de las mujeres »).

Titres académiques

Avocate pour l'Université nationale d'Asunción et Magister Artium de la Philosophisch-Historische Fakultät de l'Université de Heidelberg (branche principale sciences politiques).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel

Travaille à la Convention et à son application effective au Paraguay depuis 1986 (année de sa ratification). Avec Esther Prieto, elle a publié **La Condición Legal de la Mujer en el Paraguay: Nuestras Primeras Reflexiones**, (« La condition juridique de la femme au Paraguay: nos premières réflexions »), CEDHU, Asunción, 1987, qui analyse la législation paraguayenne à partir de concepts du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). En 1991-92, elle a coordonné la préparation du premier rapport du Paraguay en tant qu'État membre du CEDAW. Elle enseigne le Cours interdisciplinaire sur les droits de l'homme à l'Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH) et, au sein de cette même institution, elle a coordonné la promotion de la ratification du Protocole facultatif du CEDAW en Amérique centrale pour 2000-2001. En 2004, elle a assumé la direction académique du Rapport Sombra du CEDAW Paraguay et, dans les années 2007 et 2008, elle a assuré la coordination académique du rapport sur les droits de l'homme au Paraguay pour l'entité coordinatrice des droits de l'homme au Paraguay. Elle a été rédactrice du Plan de Citoyenneté active des femmes du Costa Rica (1995), a évalué le 1er Plan d'égalité du Paraguay et a été conseillère dans l'élaboration d'un plan d'égalité des chances et des droits des femmes en Uruguay (2006). Elle a fondé et coordonné (jusqu'en août 2009) le Réseau contre toute forme de discrimination du Paraguay. Elle a reçu le prix Peter Benenson 2009 d'Amnesty International Paraguay.

Publications les plus récentes dans ce domaine

Sur le CEDAW, avec Marcella Zub (2009) « Recomendaciones legislativas del Comité CEDAW a los países latinoamericanos » (« Recommandations législatives du Comité CEDAW aux pays latino-américains »), dans http://www.americalatinagenera.org/main/especiales/2009/parlamentarias/documentos/recomend_legis_comite_cedaw.pdf et publié également sur le site du Ministère des Relations extérieures/UNIFEM/Naciones Unidas Derechos Humanos, 30 años Mujeres, Buenos Aires 2009; avec Elba Núñez (2005) « Así lo hicimos » dans le CLADEM/CMP,CDE, **Rapport Sombra CEDAW. Vigilancia ciudadana sobre derechos humanos de las mujeres en Paraguay**, (« Surveillance urbaine des droits des femmes au Paraguay ») Asunción, http://www.cde.org.py/www1/attachments/058_informesombra.pdf; Document pivot « Ratification du Protocole Facultatif du CEDAW, auprès de l'Institut national des femmes », **Coloquio nacional para el análisis de la aplicación del Protocolo Facultativo de la Convención sobre la Eliminación de Todas las Formas de Discriminación contra la Mujer, CEDAW, Memoria** (Coloque national pour l'analyse de l'application du Protocole facultatif de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes CEDAW. Mémoire), INMUJERES México D.F. 2002. Possibilité de lire ce document sur http://cedoc.inmujeres.gob.mx/documentos_download/100876.pdf

Joyce Bayande Mbongo Endeley (Cameroun)**Date et lieu de naissance**

13 octobre 1956, Kumba (Cameroun)

Langue de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

- Depuis 2006 : Directrice des affaires académiques et de la coopération, Université de Buéa
- Depuis 1993 : Directrice du département Condition féminine et égalité entre les sexes, Université de Buéa
- Depuis 2003 : Maître de conférences sur la vulgarisation agricole et l'égalité entre les sexes

Principales activités professionnelles

- Enseignement universitaire : cours sur la promotion et la condition de la femme/l'égalité entre les sexes et sur la vulgarisation agricole
- Recherche, services à la collectivité et consultations sur l'égalité entre les sexes dans les politiques, activités et projets de développement, l'analyse des sexospécificités et l'intégration d'une démarche antisexiste
- Administration : membre du conseil d'administration de sociétés de développement

Études

1984-1987 : Doctorat de vulgarisation agricole, Université de l'Ohio (États-Unis)

Autres activités principales**dans le domaine intéressant****le mandat de l'organe conventionnel****auquel postule le candidat**

- Études et formations sur les thèmes de prédilection de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- Principaux thèmes des recherches universitaires personnelles et en coopération et des travaux dirigés : sur demande.
- Conceptualisation de l'autonomisation des femmes dans la société camerounaise. Analyse sexospécifique du concept de maternité et de veuvage dans les différents contextes culturels de la société camerounaise. Importance des crédits dans l'entrepreneuriat et les modes de subsistance des femmes et les difficultés d'utilisation desdits crédits au Cameroun. Analyse de l'égalité entre les sexes et de la condition de la femme dans les institutions primaires, secondaires et tertiaires du Cameroun. Les femmes et la politique au Cameroun. Égalité entre les sexes et

condition de la femme dans les systèmes et le secteur agricole au Cameroun et en Afrique.

Publications les plus récentes dans le domaine

Endeley, Joyce. B. M. et SIKOD Fondo, 2007. « The Social Impact of the Chad-Cameroon Oil Pipeline: How Industrial development Affects Gender Relations, Land Tenure, and Local Culture ». New York: The Edwin Mellen Press.

Endeley, Joyce. B. Mbongo et Ngaling, Margaret, 2007. « Challenging Gender Inequality in Higher Education: Attitudes and Perceptions of Teaching Staff and Administrators at the University of Buea, Cameroon », *Feminist Africa* 9, p. 63-84.

LYONGA, Nalova et ENDELEY, Joyce. B., 2006. « The Making of an Institution: One Woman's Experience with Leadership », *Asian Women* 22 (3), p. 41-61. (Plus de publications).

Meriem Belmihoub-Zerdani (Algérie)

Date et lieu de naissance

1^{er} avril 1935, Alger

Langues de travail

Arabe, français, anglais

Situation/fonction actuelle

- Avocate
- Experte du Comité sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- 2005 : vice-présidente du Comité sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Principales activités professionnelles

- 1999 : membre de la Commission de la réforme de la justice instituée par M. le Président de la République et membre de la Commission des amendements des codes civil-pénal au Ministère de la justice
- 1998-2001 : sénatrice de janvier 1998 à janvier 2001 et présidente du Groupe parlementaire des indépendants au Sénat
- 1992-1993 : Ministre d'État des affaires juridiques et administratives
- 1974 : inscription au barreau d'Alger
- 1962 -1964 : députée du Parlement qui a doté l'Algérie de sa première constitution
- Membre du Bureau et de la Commission de l'éducation et de la culture de l'Assemblée nationale constituante

- **Études**

- Études primaires et secondaires à Alger et Paris
- 1962 : titulaire de deux certificats de psychopédagogie de l'Institut Piaget à Genève
- 1966 : Diplôme de droit
- 1966-1968 : préparation de deux doctorats de droit

**Activités professionnelles
dans le domaine intéressant
le mandat de l'organe conventionnel
auquel postule le candidat**

- Militante active des droits de la femme. 1998 : présidente de l'Assemblée générale fondatrice de l'Association algérienne de planification familiale (A.A.P.F.). 1984 : présidente de la délégation des femmes reçues par M. le Président de l'Assemblée nationale pour présenter les doléances et contre-projet concernant le Code de la famille.
- 1964 : membre fondateur de l'Association de lutte contre l'illettrisme
- 1963-1965 : membre de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA)
- 1956 : détenue durant quatre ans et demi dans les geôles en Algérie et en France
- 1955 : membre du FLN-ALN (Front de libération nationale et Armée de libération nationale)

Valentina Bodrug-Lungu (République de Moldavie)

Date et lieu de naissance

24 février 1961, Chişinău (République de Moldavie)

Langues de travail

Russe, français, anglais et roumain

Situation/fonction actuelle

- Maître de conférences en pédagogie et psychologie, Université d'État de Moldavie
- Présidente de l'ONG Gender-Centrin, spécialiste nationale des questions d'égalité entre les sexes
- Membre du Conseil national de la participation avec le Premier ministre
- Membre du conseil d'administration de la coalition KARAT (coalition régionale d'ONG de femmes dans la CEE et la CEI)

Principales activités professionnelles

- Contribution majeure à la rédaction et à la promotion de divers documents : stratégie nationale sur l'égalité entre les sexes en Moldavie, loi sur les violences domestiques, loi sur l'égalité entre les sexes en Moldavie, plan d'action national sur la promotion de l'égalité entre les sexes (2006-2009), stratégie nationale sur la santé en matière de procréation, etc.
- Participation active à la promotion de la création et du renforcement des capacités du Mécanisme national pour l'égalité entre les sexes en Moldavie. Membre du Comité gouvernemental sur l'égalité entre les sexes (2006-2008). Chef du Comité présidentiel sur les questions liées aux femmes et à la famille (1999-2000).
- Études de recherche : « L'égalité entre les sexes dans le contexte des objectifs du Millénaire pour le développement en Moldavie », UNIFEM (2007).
- Coordinatrice de l'étude sur la réactivité de l'État face aux violences à l'encontre des enfants, UNICEF (2006); coordinatrice de l'étude régionale « The Level of Public Awareness on Domestic Violence and Sexual Harassment at the Work Place », UNIFEM (2001), etc.

Études

- 2009 : doctorat de pédagogie et psychologie : éducation au principe d'égalité entre les sexes, Université d'État de Moldavie
- 2002 : programme régional sur l'égalité entre les sexes et les droits de la femme, Université de Lund, institut Raoul Wallenberg (Suède)
- 1985-1989 : doctorat histoire/éducation, Université d'État de Moscou
- 1978-1983 : département d'histoire, Université d'État de Chisinau

**Activités professionnelles
dans le domaine intéressant
le mandat de l'organe conventionnel
auquel postule le candidat**

- Participation active à la promotion de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes comme outil de d'autonomisation et de protection des femmes. Coordinatrice du projet régional « Building towards Eastern European and Central Asia NGO Coalition on Optional Protocol to CEDAW » (coalition KARAT) en Moldavie (2008-2009). Co-rapporteuse sur le rapport parallèle de la 36^e session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, New York (2006).
- Renforcement des capacités des représentants d'institutions nationales sur l'application des recommandations adoptées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Renforcement des capacités des représentants d'ONG dans leurs rôles de contrôle et de plaidoyer pour l'établissement de rapports conformément à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- Promotion et facilitation de la participation de la Moldavie aux initiatives régionales et internationales. Membre de délégations nationales participant à la session extraordinaire de l'Assemblée générale « Femmes 2000 », New York; réunion d'évaluation régionale Beijing +15, Genève (2009); conférences ministérielles européennes et autres conférences internationales sur l'égalité entre les sexes et les violences domestiques, etc.

Publications les plus récentes dans le domaine

« Theory and methodology of gender education: Thesis for the degree of Doctor Habilitatus in Pedagogy », Mécanisme national pour l'égalité entre les sexes en Moldavie », Chişinău, 2009. « Gender equality in today's world: the role of national mechanisms, Moscou, 2008. « Gender in the context of MDGs in the Republic of Moldova », UNIFEM, Chişinău, 2007. « Gender Sensitization of population », Chişinău, 2007. Chapitre « Families in Moldova » dans Families in Eastern Europe, vol. 5., Elsevier Ltd. London, New York, 2004, etc.

Dorcas Ama Frema Coker-Appiah (Ghana)

Date et lieu de naissance

17 août 1946, Wenchi

Langue de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

- Directeur exécutif du Centre de documentation sur les rapports entre hommes et femmes et les droits de l'homme, une organisation non gouvernementale dont le siège est à Accra et qui promeut et protège les droits des femmes au Ghana

- 2007-2010 : membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Principales activités professionnelles

- Présidente du Conseil d'administration de Femmes, droit et développement en Afrique (FeDDAF), un réseau régional de personnes et d'organisations mettant le droit au service du développement des femmes en Afrique, dont le siège est situé à Harare (Zimbabwe).
- Depuis 2008 : membre du Women Peace and Security Network Africa (WiPSEN), une association spécialisée dans les questions de paix et de sécurité dans les pays émergeant de conflits.
- Membre du comité directeur du réseau pour les droits des femmes au Ghana (NETRIGHT).
- Membre de la Fédération internationale des femmes juristes (FIDA), Ghana.

Études

- Licence de droit avec mention, Université du Ghana (1970), certificat d'aptitude professionnelle en droit (1972)
- Inscription au barreau du Ghana et membre de l'Ordre des avocats du Ghana (octobre 1972)

Activités professionnelles dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- i. Juin 2006 : membre du Groupe d'experts lors de la mission au Libéria afin d'évaluer les besoins du Gouvernement de ce pays concernant l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- ii. Mars 2007 : animateur de l'atelier de formation du personnel du Ministère libérien de l'égalité entre les sexes dans la rédaction du rapport sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- iii. Octobre 2006 : animateur, validation du rapport de la Sierra Leone sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- iv. Octobre 2004 : membre du Groupe d'experts lors de la mission en Sierra Leone organisée par la Division de la promotion de la femme de l'Organisation des Nations Unies, afin d'évaluer les besoins du Gouvernement de ce pays concernant l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- v. 4 au 8 avril 2005 : animateur de l'atelier de formation du personnel du Ministère sierra-léonais de la protection sociale sur les questions relatives à l'égalité entre les

sexes et aux enfants, organisé en Sierra Leone par la Division de la promotion de la femme.

vi. Juin 2005 : animateur de la formation de femmes à la direction politique, organisée à Monrovia par le Bureau du Conseiller pour l'égalité entre les sexes de la Mission des Nations Unies au Libéria.

vii. Membre du Comité consultatif pour l'étude du Secrétaire général sur la violence à l'égard des femmes.

Publications les plus récentes dans le domaine

a « A Guide to Developing a Community Response to Violence against Women in Ghana ».

b Publication du Centre de documentation sur les rapports entre hommes et femmes et les droits de l'homme (2008).

c Coauteur avec Clara Fayorsey et Christine Dowuona-Hammond de « Societal influences on the conduct of conjugal relations » dans *Women and Law in West Africa*, « Gender Relations in the Family - a West African Perspective », publié sous la direction d'Akua Kuenyehia (2003).

d Coauteur avec Coker-Appiah-Cusack de « Breaking the Silence and Challenging the Myths of Violence against Women and Children in Ghana. Report of a National Study » (1999).

e Publication du Centre de documentation sur les rapports entre hommes et femmes et les droits de l'homme.

Mary Shanthi Dairiam (Malaisie)

Date et lieu de naissance

17 septembre 1939, Selangor (Malaisie)

Langues de travail

Anglais, malais

Situation/fonction actuelle

- Depuis 2007 : membre de l'Équipe spéciale du PNUD chargée de l'égalité entre les sexes
- Depuis 2008 : membre du Groupe consultatif du Disability Rights Fund, Boston (États-Unis)
- Depuis 1996 : membre du Conseil d'administration du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme dans la région Asie-Pacifique, Malaisie
- Depuis 2007 : membre du Comité consultatif de l'Institute for the Empowerment of Women du Mouvement des pays non alignés, Malaisie
- Depuis mars 2005 : membre du Conseil consultatif national sur les femmes, Malaisie

Principales activités professionnelles

- Depuis 1996 : membre fondatrice du Conseil d'administration du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme dans la région Asie-Pacifique, Malaisie
- 1993-2004 : directrice exécutive du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme dans la région Asie-Pacifique, Malaisie
- Mars-juillet 1992 : administratrice de projets pour le Programme relatif aux femmes et au développement, Secrétariat du Commonwealth, Royaume-Uni
- 1988-1990 : associée au programme, Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD), Malaisie
- 1982-1985 : directrice de la Division technique et des programmes, Federation of Family Planning Associations, Malaisie

Études

- Université du Sussex (Royaume-Uni), maîtrise sur les femmes et le développement (1991)
- Université de Madras (Inde), maîtrise de littérature anglaise (1962)
- Université de Madras (Inde), licence de littérature anglaise (1960)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Organisation des Nations Unies. Formation à Aceh (Indonésie) de personnes chargées de défendre le droit des femmes à l'égalité en prônant une réforme de la législation qui soit conforme à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (2007); formation des Gouvernements libérien, sierra-léonais et cambodgien en vue de l'élaboration de leurs rapports destinés au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2006 et 2007); réalisation d'une évaluation des besoins aux fins de l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en Afghanistan (2006); formation des Gouvernements cambodgien, laotien, libérien, malaisien, samoan, tadjik, thaïlandais, uruguayen et timorais en vue de l'examen du respect des obligations leur incombant au titre de la Convention mené par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2004-2006 et 2009).
- **Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.** Analyse du projet de loi sur l'égalité entre les sexes au Tadjikistan afin d'en évaluer l'exhaustivité et de déterminer dans quelle mesure il était conforme aux obligations visées dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (mars 2003); examen de la conformité des lois tadjiks avec les obligations visées dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (août 2002).

Publications les plus récentes dans le domaine

Examen de la jurisprudence du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes avec référence aux affaires jugées conformément au Protocol facultatif, avril 2009.

« Culture And Inequality: International Human Rights Instruments As A Tool For Change », février 2009.

« The Role Of Women In Society: Malaysian And Asian Perspectives », mai 2008.

« From Global to Local: The Role of NGOs », 2007.

« The Practice of Child Marriage in South Asian Countries: A Gross Form of Gender Based Discrimination and a Violation of Human Rights », juillet 2006.

Julia Lorena Fries Monleón (Chili)

Lieu et date de naissance

Zurich, le 1er avril 1960

Langues de travail

Espagnol et anglais

Situation ou Fonction actuelle

Actuellement directrice de la Corporación Humanas, ONG avec statut consultatif auprès des Nations Unies, qui se consacre à la promotion et à la défense des droits des femmes. Elle est en outre professeur au Centre des Droits de l'Homme de la Faculté de droit de l'Université du Chili.

Principales activités professionnelles

- Avocate pour les droits des femmes et litigante auprès du système régional des droits de l'homme
- Professeur du Centre des droits de l'homme pour le cours « Droits de l'homme, théorie et pratique »
- Consultante sur les sujets des droits des femmes, de la violence sexuelle, du droit pénal et de l'égalité entre les sexes pour des organismes multilatéraux et non gouvernementaux en Amérique latine et dans les Caraïbes

Titres académiques

- Master en Droit international des Droits de l'homme, Université d'Oxford
- Avocate à la Cour suprême du Chili
- Licenciée en droit de l'Université de Salamanque

**Autres activités principales
dans le domaine intéressant
le mandat de l'organe conventionnel
auquel postule le candidat**

- Coordonne l'Articulation régionale féministe pour les Droits de l'homme et pour une Justice respectueuse des femmes
- Membre du Conseil consultatif de la Women's Initiative for Gender Justice (Initiative féminine pour une justice respectueuse des femmes).

Publications les plus récentes dans ce domaine

- “Estudio de la Información sobre violencia contra la mujer en América Latina y el Caribe”, (Étude des informations sur la violence à l'égard des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes), Division de la promotion de l'égalité entre les sexes, CEPAL, décembre 2009
- “Género y poder en la era de Bachelet” (Égalité entre les sexes et pouvoir sous l'ère Bachelet), Observatoire de l'égalité et des sexes, décembre 2009.
- “Igualdad de Oportunidades” (Égalité des chances), Symposium, dans l'Annuaire des droits de l'homme, Centre des Droits de l'homme de la faculté de droit de l'Université du Chili, 2008, pp. 71-96
- “Las libertades femeninas y las paradojas masculinas” (Les libertés féminines et les paradoxes masculins), avec Carola Carrera, dans la revue Chile XXI, 2004
- “Desarrollo de los derechos económicos, sociales y culturales de las mujeres en el sistema de protección internacional de los derechos humanos”, (Évolution des droits économiques, sociaux et culturels des femmes dans le système de protection internationale des droits de l'homme) Plate-forme de Développement Démocratie et Droits de l'homme, Éditions Taller Comunicación Mujer, Quito, Équateur. 2004.

Naéla Mohamed Gabr (Égypte)

Date et lieu de naissance

19 février 1950, Le Caire (Égypte)

Situation/fonction actuelle

- Depuis 2009 : présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Membre du Comité depuis 1998
- Depuis 2007 : présidente du Comité national de coordination pour la lutte contre le trafic de personnes
- Depuis 2009 : présidente du Comité national de la francophonie

Principales activités professionnelles

- Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes : participation aux sessions et à certains groupes de travail d'avant-session,

représentation du Comité devant des forums internationaux et des institutions compétentes des Nations Unies. 2007-2008 : vice-présidente.

- Depuis 1992 : coordonnatrice pour les questions relatives aux femmes, aux enfants et au développement social au Ministère égyptien des affaires étrangères.
- 1992-1996 : fondatrice et chef du Département des droits de l'homme au Ministère égyptien des affaires étrangères. 1996-1999 : vice-ministre adjointe aux droits de l'homme et aux affaires sociales et humanitaires internationales, Ministère égyptien des affaires étrangères. 1999-2002 : ambassadrice en République sud-africaine, République du Botswana et au Royaume du Lesotho. 2002-2005 : représentante permanente de l'Égypte auprès de l'Office des Nations Unies de Genève et auprès de l'Organisation mondiale du commerce. 2005-février 2010 : vice-ministre des affaires étrangères chargée des questions multilatérales.
- 2002-2008 : membre du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche).
- Depuis 2003 : représentante personnelle du Président égyptien auprès de l'Organisation internationale de la francophonie.

Études

- Maîtrise de relations internationales, Université du Caire
- Maîtrise de littérature française, Université de Brno (Tchécoslovaquie)
- Licence d'économie et de sciences politiques, Université du Caire

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Préparation technique, notamment rédaction de rapports nationaux aux organes de suivi des traités sur les droits de l'homme, coopération avec l'UNICEF, le HCR, le Département des affaires humanitaires, le PNUCID, le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme (1992-1999) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (2005-2010).
- Coordination avec les autorités nationales et organisations internationales compétentes pour : le deuxième Sommet des épouses de présidents de pays arabes du mouvement des pays non alignés (Rome, novembre 2009), le premier Sommet des épouses de présidents de pays arabes du mouvement des pays non alignés (Sharm Elsheikh, juillet 2009), la Réunion régionale d'experts sur le soutien juridique aux victimes de la traite des êtres humains (décembre 2008, Le Caire), la préparation de la deuxième Conférence ministérielle sur le rôle de la femme dans le développement des États membres de l'OCI (novembre 2008, Le Caire), la Conférence internationale sur la traite des êtres humains à Bahreïn (mars 2009), le Forum de Vienne sur l'initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains (février 2008), le Sommet mondial pour le développement social (mars 1995, Copenhague) et la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (1993, Vienne).

Publications les plus récentes dans le domaine

Articles et comptes rendus de conférences : « Combating Human Trafficking », Centre d'études sociales (2009). « Recent developments in Human Rights mechanisms », Institut d'études diplomatiques (2009). « Human Rights in the African Context », Institut d'études diplomatiques (2008). « Comparative Studies in Women Human Rights in the Arab World », Conseil national des femmes (2008). « Human Rights Treaty Monitoring Bodies », école de police (2008). « Reservations on CEDAW in OIC countries: A comparative Analysis », programme de formation du PNUD sur les ressources humaines (2008).

Ruth Halperin-Kaddari (Israël)

Date et lieu de naissance

15 mai 1966, Israël

Langue de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

- Directrice du Ruth and Emanuel Rackman International Center for the Advancement of Women, Université Bar-Ilan, Ramat Gan (Israël)
- Maître de conférences, Université Bar-Ilan, Ramat Gan (Israël)
- Vice-présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, Nations Unies

Principales activités professionnelles

- Rackman Center : rédactrice en chef (publication Rabbinical Decisions; statistiques bisannuelles sur les femmes et la famille en Israël; compilation législative sur les femmes); directrice de recherche à la Clinique juridique; chef du programme de plaidoyer (rédaction de projets de loi pour la réforme juridique).
- Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes : présidente du groupe de travail sur des recommandations générales concernant les conséquences économiques du mariage et de sa dissolution.
- Faculté de droit Bar-Ilan : enseignement et recherche : droit de la famille; critique féministe du droit ; les femmes et la religion; droits internationaux de la femme.
- Barreau israélien : directrice de séminaires et programmes de formation continue sur le droit de la famille; membre du comité directeur de la conférence annuelle du barreau israélien.

Études

- Juin 1993 : doctorat de droit, Faculté de droit de l'Université Yale, New Haven (Connecticut)

- Mai 1990 : licence de droit, Faculté de droit de l'Université Yale, New Haven (Connecticut)
- Juin 1989 : licence de droit mention très bien, Université Bar Ilan, Ramat Gan (Israël).
- Études universitaires supérieures, Université de Tel-Aviv, département de sociologie, Tel Aviv (Israël)

**Autres activités principales
dans le domaine intéressant
le mandat de l'organe conventionnel
auquel postule le candidat**

- 2002-2008 : Cabinet du Premier Ministre, Jérusalem (Israël)
- Présidente du Comité consultatif de la Direction de la promotion de la femme.
- 2008-2009 : UNRISD (Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social)
- Membre d'un groupe de recherche sur la religion, la politique et l'égalité entre les sexes
- 2003-2006 : Commission de la condition de la femme des Nations Unies
- Chef de la délégation israélienne aux 47e-50e sessions de la Commission de la condition de la femme.
- 1996-1997; 2000-2001 : Ministère de la justice et Ministère des affaires étrangères, Jérusalem (Israël)
- Préparation des 1er, 2e et 3e rapports périodiques officiels d'Israël conformément à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de la discrimination à l'égard des femmes adressés au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Publications les plus récentes dans le domaine

- « Women in Israel: A State of Their Own », University Of Pennsylvania Press, 2004.
- « One Constitution and One Law to the Man and to the Woman: Women, Rights and the Law during the Mandate Period forthcoming », sous la direction de Margalit Shilo, Eyal Katvan et Ruth Halperin-Kaddari, Bar-Ilan Press 2010
- Coauteur de Yaacov Yadgar de « Between universal feminism and particular nationalism: politics, religion and gender (in)equality in Israel », à paraître dans *Third World Quarterly* (2010)

Yoko Hayashi (Japon)

Date et lieu de naissance

9 juin 1956, Mito (Japon)

Langues de travail

Anglais, japonais

Situation/fonction actuelle

- Avocate, cabinet Athena, Tokyo (Japon)
- Depuis janvier 2008 : membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- Depuis janvier 2009 : membre du Groupe de travail sur les communications présentées conformément au Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Principales activités professionnelles

- Depuis 2001 : membre du Comité de spécialistes pour la violence à l'égard des femmes, Bureau pour l'égalité entre les sexes relevant du Bureau du Cabinet.
- Depuis 2009 : membre du Comité de spécialistes pour les questions de base et le plan de base pour l'égalité entre les sexes, Bureau pour l'égalité entre les sexes relevant du Bureau du Cabinet.
- Depuis 2006 : membre du Conseil d'administration de l'Organisation japonaise pour la coopération internationale en matière de planification familiale (JOICFP).
- Depuis 2006 : membre du Comité consultatif du Fonds des Nations Unies pour la population, bureau de Tokyo.
- 2004-2006 : membre suppléant de la Sous-commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme des Nations Unies.
- 2002-2004 : vice-présidente de l'Ordre des avocates du Japon.
- 1995 : conseillère du gouvernement japonais pour la 4e Conférence mondiale sur les femmes des Nations Unies (Pékin).

Études

1979 : licence de droit, Université de Waseda

**Autres activités principales
dans le domaine intéressant
le mandat de l'organe conventionnel
auquel postule le candidat**

- De 2004 à mars 2009 : maître de conférences de droit, faculté de droit de l'Université de Waseda, Tokyo.
- 2008 : maître de conférences à l'Université des Nations Unies, cours magistraux sur les droits de la femme et de l'homme.
- Depuis 1990 : membre du Conseil d'administration de l'Union japonaise des libertés civiles. 1998-2000 : Secrétaire général.
- 1995-2003 : membre du Comité consultatif du Fonds des femmes asiatiques.

- 1983-1997 : conseillère juridique du centre d'aide aux victimes de viol de Tokyo.

Publications les plus récentes dans le domaine

- Hayashi, Yoko, 2009. « The 30th Anniversary of CEDAW, the achievements and challenges » dans *Human Rights Monthly* n° 251 (en japonais)
- Hayashi, Yoko, 2007. « Protection for Victims under the revised Anti-Domestic Violence Law, the Human Rights Mechanism in Prospect », Tokyo: Yushindo-Kobunsha (en japonais)
- Hayashi, Yoko et Mutsuko Yoshioka, 2007. « Lectures on Law relating to Gender in Practice », p. 321-366, 397-423, Tokyo: Minjiho Kenkyukai (en japonais)
- Hayashi, Yoko, 2007. « The Human Rights Council from the Viewpoint of the Sub-Commission on Human Rights » dans *Human Rights International* n° 18, p. 107-109 (en japonais)
- Hayashi, Yoko, 2007. « Discrimination against children born-out-of wedlock in terms of inheritance » dans *Handbook on Practice of International Human Rights Law* (en japonais)
- Hayashi, Yoko, 2006. « What is "Discrimination against Women"? : Unfair Treatment of Women for Reasons of Pregnancy and Birth and the Equal Opportunity Law », Josei to Rodo 21, vol. 15 (n° 58), p. 7-16 (en japonais).

Samith Hou (Cambodge)

Date et lieu de naissance

1^{er} janvier 1958, Phnom Penh (Cambodge)

Situation actuelle

Secrétaire général du Centre national cambodgien pour les femmes

Expérience professionnelle

Depuis plus de 30 ans, Mme Hou Samith occupe des fonctions nationales à responsabilités croissantes et travaille avec des ONG spécialisées notamment dans le domaine de la promotion et des droits de la femme. Elle serait très utile au Comité par son expérience pratique en supervision et gestion des activités de promotion dans le domaine de l'égalité entre les sexes et des droits de l'homme et par sa connaissance approfondie de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. En tant que Secrétaire général du Centre national cambodgien pour les femmes, responsable du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, elle dispose de l'expérience pour encadrer les activités de diffusion du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de ses observations finales au Cambodge en étroite coopération avec les hauts fonctionnaires d'administrations nationales, les parlementaires et les institutions des droits de l'homme. Elle a dirigé avec compétence le groupe de travail national lors des consultations et de la rédaction du rapport national destiné au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. En sa qualité de haut

fonctionnaire, elle a participé à des conférences et forums internationaux de haut niveau, qui lui ont permis d'acquérir l'expérience nationale nécessaire pour participer efficacement à ce comité. De plus, Mme Hou Samith possède le niveau linguistique requis en anglais.

Postes occupés

- 2008-2010 : secrétaire général du Conseil national cambodgien pour les femmes (chargé de donner effet à l'engagement de suivi, de mise en œuvre et d'élaboration de rapports nationaux concernant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes).

En tant que Secrétaire général, Mme Hou Samith est chargée de la direction et du fonctionnement du Secrétariat général, le secrétariat opérationnel du Conseil national. Elle supervise le travail de trois départements du Secrétariat et de leurs divisions respectives. Ses fonctions incluent l'élaboration du plan de travail du Conseil et la gestion des fonds provenant de l'État et des partenaires de développement, dont les Nations Unies. (Vous trouverez ci-joint le sous-décret sur le rôle et les responsabilités du Conseil national cambodgien pour les femmes et le Secrétariat général).

- 1998-2008 : directrice générale du Département des affaires techniques du Ministère des affaires féminines (Cambodge).
- 2001-2008 : administratrice du programme cambodgien PATH (Program for Appropriate Technology in Health), responsable d'une étude sur la dynamique de migration et la prévention du HIV-Sida, Cambodge (congé sabbatique du Ministère des affaires féminines).
- 1996-1998 : directrice générale adjointe au Ministère des affaires féminines.
- 1992-1996 : directrice du Département de la promotion et des droits de la femme du Ministère des affaires féminines (Cambodge).
- 1984-1992 : membre de l'Association des femmes du Cambodge.
- 198—1984 : membre du comité populaire de la commune de Prek Pnov, responsable des affaires sociales et de la culture, province de Kandal (Cambodge).
- 1980-1981 : chef adjoint du centre de santé de Prek Pnov, province de Kandal (Cambodge).

Études

- 1974 : baccalauréat II, lycée de Sisovath, Phnom Penh
- 2009 : maîtrise d'administration publique, Université de Chamroeun, Phnom Penh

Sélection de formations

- 1997 : formation d'anglais, niveau 12, centre de formation australien, Phnom Penh (Cambodge)
- Août 2007 : formation de sensibilisation, de communication et de mobilisation sociale, Thaïlande
- 1999 : formation d'anglais, 3 mois, Singapour

- 1998 : planification et gestion de projets de participation des femmes au développement, Australie, 6 semaines
- Novembre 1997 : cours d'orientation, ASEAN
- 2000 : principes de gestion et de bonne gouvernance. Institut cambodgien des droits de l'homme
- 1995 : mise en œuvre du Programme d'action de Beijing, UNICEF, promotion des droits de la femme et de l'enfant, Chine

Publications

Mme Hou Samith a contribué, par la prestation de conseils techniques et une assurance qualité, à diverses documentations et publications sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes produites au Cambodge en anglais et en khmer et commandées à des fins de sensibilisation et de formation à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, dont :

1. Manuel de formation et brochure sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
2. Magazines du Conseil national cambodgien pour les femmes.

Rassolguessida Clémence Ilboudo Sawadogo (Burkina Faso)

Date et lieu de naissance

10 octobre 1959, Rounou/Kongoussi (Burkina Faso)

Langue de travail

Français

Situation/fonction actuelle

- Mariée : trois (3) enfants âgés de 27 ans, 22 ans et 14 ans
- Septembre 2008 : secrétaire générale du Ministère de la promotion de la femme du Burkina Faso
- 2003-2008 : présidente de la chambre sociale à la Cour d'appel d'Ouagadougou
- 2003-2006 : conseillère à la Cour d'appel d'Ouagadougou
- 1997- 2003 : conseillère technique du Ministre de la promotion de la femme

Principales activités professionnelles

- Assister le Ministre dans la mise en œuvre de la politique du Ministère en charge des questions de la femme
- Coordonner administrativement et techniquement les structures centrales, déconcentrées, les structures rattachées et les structures de mission

- Assurer les relations techniques du département avec les structures techniques des autres ministères
- Participer aux rencontres nationales et internationales sur les questions relatives au statut de la femme
- Enseignante vacataire à l'École Nationale d'Administration et de la Magistrature

Études

- 1980 : obtention du baccalauréat A4
- 1980-1985 : études de droit à l'Université de Ouagadougou
- 1985 : maîtrise de droit et admission à l'École Nationale de l'Administration et de la Magistrature
- 1987 : inscription dans le corps de la magistrature du Burkina Faso

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Depuis 1991 : consultante et formatrice sur les droits spécifiques de la femme et de l'enfant
- 1997-2002 : conseillère technique du Ministère : appui conseil sur toute question juridique et sur les droits de la femme
- 1998-2008 : présidente de la Commission nationale de lutte contre les discriminations faites aux femmes : structure chargée du suivi de la mise en œuvre du CEDAW
- Participation à l'élaboration et à l'examen par le comité des 2e, 3e, 4e et 5e rapports CEDAW du Burkina Faso, ainsi qu'à l'élaboration du 6e rapport qui sera examiné en octobre 2010 au siège des Nations Unies
- Participation en mars 2003 à Addis-Abeba à l'adoption du protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatifs aux droits de la femme
- Membre de l'Association des Femmes Juristes du Burkina Faso

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- 1) « Étude sur la situation juridique et socio-économique de la femme au Burkina Faso » réalisée en janvier 2000 pour le compte de l'UNICEF Burkina.
- 2) Étude sur la protection juridique des jeunes employées de maison réalisée en 2007.

Grace Kyomuhendo–Bantebya (Ouganda)

Date et lieu de naissance

2 octobre 1963, Hoima District (Ouganda)

Langue de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

Professeur, Département d'études féminines, Université de Makerere. Mes principales fonctions incluent l'encadrement des étudiants en doctorat et maîtrise, l'enseignement et la recherche universitaires ainsi que la publication. Au sein de l'université, je suis membre du groupe d'évaluation des programmes universitaires (comité des sciences humaines) et du groupe de tutorat des femmes universitaires.

Principales activités professionnelles

- Enseignement universitaire
- Encadrement des étudiants en doctorat et maîtrise
- Recherche et diffusion des résultats lors de divers forums locaux et internationaux
- Révisseuse experte d'articles et membre du comité de rédaction d'AGENDA Africa
- Mise en place de réseaux et activités de sensibilisation aux droits de la femme auprès d'associations de femmes nationales, régionales et internationales
- Formations sur l'égalité entre les sexes pour divers secteurs (Ministère de la santé, Ministère de l'égalité entre les sexes, du travail et de la promotion sociale)
- Révision des politiques sur l'égalité entre les sexes

Études

- Doctorat de sociologie et d'anthropologie sociale, université de Hull, Royaume-Uni (1997) et maîtrise de philosophie et d'anthropologie sociale, université de Cambridge, Royaume-Uni (1990)
- Licence de sciences sociales (mention très bien), Université de Makerere, Kampala, Ouganda (1987)
- Nombreuses formations de courte durée sur la promotion et l'égalité entre les sexes et les droits de la femme

Autres activités principales

Membre bénévole de nombreux conseils d'administration de la société civile. J'ai été la présidente du Réseau des femmes ougandaises, une association de défense des droits des personnes vulnérables de la société, pendant quatre ans. Je suis la présidente d'une association d'agricultrices et d'écologistes et j'appartiens également au Comité pour le renforcement des capacités de la société civile ougandaise, financé par l'Union européenne. Anciennement membre du conseil d'administration de l'Eastern Africa Sub-Regional Initiative for the Advancement of Women. En reconnaissance de ma capacité de direction, j'ai reçu une bourse d'études du Forum international des femmes en 2007/2008. Je suis la présidente de l'organisation Quality Assurance Certification Mechanism.

Publications les plus récentes dans le domaine

Ouvrages

- Grace Bantebya Kyomuhendo et Marjorie Keniston McIntosh, 2006. « Women, Work & Domestic Virtue » dans *Uganda: 1900-2003*. Co-publié avec James Currey. Oxford Ohio University Press - Athens et Fountain Publishers
- Grace Bantebya Kyomuhendo, 2005. « Women's Health, National and International Perspective », Département d'études féminines de l'Université de Makerere, imprimerie de l'Université de Makerere.

Articles

- Grace Bantebya Kyomuhendo, 2009. « The Mobile "Village" Phone Business: A Vehicle for Rural Women's Empowerment and Gender Equality in Uganda in Africa Women and ICTs: Investigating Technology, Gender and Empowerment », sous la direction d'Ineke Busken et d'Anne Webb. Zed Publishers.
- Grace Bantebya et al., 2007, « Challenges to Women's Empowerment through ICTs: the Case of Makerere University » dans *AGENDA journal 2007*, p. 81-88
- Grace Bantebya et al., 2007, « Reflections on a collaborative Experiences Using ICT in a trans-cultural Women's Health Module » dans *AGENDA journal 2007*, p. 54-65

Violeta Neubauer (Slovénie)

Date et lieu de naissance

31 mars 1954, Postojna (Slovénie)

Langues de travail

Anglais, italien, croate, slovène

Situation/fonction actuelle

- Coordinatrice de la coopération internationale, Bureau du Gouvernement de la République de Slovénie pour l'égalité des chances

- Membre et rapporteuse du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Principales activités professionnelles

- Depuis 1992 : coordonnatrice de la coopération internationale, Bureau du Gouvernement de la République de Slovénie pour l'égalité des chances.
- Membre de comités nationaux/gouvernementaux de consultation, de coordination et autres comités, y compris du groupe de travail intersectoriel sur la lutte contre la traite des êtres humains et de la Commission intersectorielle des droits de l'homme.
- Membre d'organisations régionales et internationale/intergouvernementales, y compris du Comité de direction pour l'égalité entre les femmes et les hommes du Conseil de l'Europe et de son comité ad hoc chargé de préparer la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Études

1973 – 1977 : études de sociologie à la Faculté des sciences sociales, Université de Ljubljana, Ljubljana (Slovénie)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Membre fondateur d'organisations non gouvernementales nationales, dont la Coalition pour l'équilibre des sexes dans la prise de décisions publique, l'Association Ključ - Centre de lutte contre le trafic des êtres humains et la City of Women Association for Promotion of Women in Culture.
- Milite pour la compréhension de la nature et de la signification des normes internationales pour l'égalité entre les sexes en participant à des réunions, tables rondes et séminaires à l'échelle nationale, régionale et internationale.
- Assistance aux États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes concernant leurs obligations de faire rapport et l'application des recommandations et avis du Comité sur les communications examinées conformément aux procédures du Protocole facultatif.
- Sensibilisation des ONG et institutions indépendantes de défense des droits de l'homme à leur rôle de contrôle et de plaidoyer concernant l'obligation de faire rapport conformément à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et l'application intégrale et rapide des recommandations adoptées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.
- Membre de délégations nationales participant à la Quatrième conférence mondiale sur les femmes et au processus mondial et régional de suivi, à des conférences ministérielles européennes et d'autres conférences internationales sur

l'égalité entre les sexes, à des délégations nationales présentant des rapports en vertu des instruments relatifs aux droits de l'homme.

- Lutte contre la sous-représentation des femmes dans la prise de décisions publique et assistance dans le développement, l'application, le suivi et l'évaluation des actions et mesures visant à renforcer la participation des femmes aux assemblées élues et nommées.
- Conseil sur les projets de d'égalité entre les sexes, y compris sur les initiatives législatives, en Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Kazakhstan, Moldavie, Serbie, Monténégro, Ukraine et Ouzbékistan.
- Rapports et discours lors de nombreuses conférences sur l'égalité entre les sexes et participation à des réunions d'experts sur la rédaction de recommandations ou directives visant à accélérer la réalisation de l'égalité entre les sexes dans certains domaines majeurs.

Publications les plus récentes dans le domaine

« Shared decision-making, 5♀/5♂ campaign for elections to European Parliament », supplément spécial du Delo (quotidien slovène), 2009, coéditeur et coauteur.

« Positive actions to promote equal representation of women and men in civil service », publication pour le séminaire organisé par la Commission européenne pour la démocratie par le droit (commission de Venise), 2006.

« Women and Politics in Slovenia », publication pour le « Handbuch des politischen Systems Sloweniens », Schriftenreihe des Oesterreichischen Ost- und Südosteuropa-Instituts, 2006.

Pramila Patten (Maurice)

Date et lieu de naissance

29 juin 1958, île Maurice

Langues de travail

Anglais et français

Situation/fonction actuelle

- Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes; membre du Groupe de travail sur les communications créé en application du Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- Membre du Groupe consultatif pour l'Observatoire africain des droits de la femme (AWRO).
- Membre du Comité Femmes et développement, nommé en juillet 2008 par la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies.

Principales activités professionnelles

- Avocat plaidant (juriste en chef des chambres)
- Juriste pour plusieurs sociétés nationales et étrangères
- Présidente de deux groupes de travail créés par le gouvernement mauricien et chargés d'examiner i) toutes les lois discriminatoires à l'égard des femmes et ii) toutes les lois de protection de l'enfance.
- Rédaction de certains projets de loi et documents de réflexion pour le gouvernement mauricien comme la loi relative à la protection de l'enfance; la loi relative à la discrimination sexuelle; la modification de la loi relative à la protection contre la violence familiale; la loi relative au médiateur pour les enfants; la loi relative à la création d'un tribunal de la famille; les règlements relatifs au Conseil national de l'enfance; la réforme du système de justice familiale à Maurice.

Études

- Licence de droit mention très bien, Université de Londres, (Royaume-Uni)
- Diplôme de criminologie, Kings College, Cambridge (Royaume-Uni)
- Examens du barreau, Conseil de l'enseignement du droit (Royaume-Uni)
- Maîtrise de droit, Université de Londres (Royaume-Uni)
- Avocate au barreau de Gray's Inn (Royaume-Uni)

Autres activités principales dans le domaine de l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Novembre-décembre 2009 : nommée membre de la Commission internationale d'enquête sur le massacre de Conakry (Guinée) par le Secrétaire général.
- Assistance technique aux États parties suivants : Timor Leste, Thaïlande, Japon, Pakistan, Turkménistan, Azerbaïdjan (2009), Turkménistan, Azerbaïdjan, Haïti, Kirgizstan, Polynésie française (2008).
- Conseillère auprès de la Commission internationale de juristes en matière de violence à l'égard des femmes, de l'Assemblée Parlementaire de la francophonie, de l'Union interparlementaire et de l'OIT (formation de parlementaires).
- Conseillère et/ou oratrice principale lors de différents débats d'experts, séminaires et conférences.

Publications les plus récentes dans le domaine

1. « Le harcèlement sexuel au travail » et « La violence dont les femmes sont des victimes » (1995).
2. « Le droit matrimonial en République de Maurice » (1999), « Les droits des enfants » (1999).
3. Guide des organes des Nations Unies et des droits fondamentaux des femmes (2000).

4. Articles « Passport to Dignity », « The Circle of Empowerment - 25 years of the UN Committee on the Elimination of Discrimination Against Women », « Gender, Women and Tobacco », rapport de l'Organisation mondiale de la Santé.

Maria Helena Lopes de Jesus Pires (Timor-Leste)

Date et lieu de naissance

19 juin 1966, Dili (Timor-Leste)

Langues de travail

Anglais, portugais, tétoum, rudiments d'espagnol et de français

Situation/fonction actuelle

Conseillère principale pour les politiques du Vice-premier ministre

Principales activités professionnelles

- Actuellement : planification et gestion de l'élaboration de politiques sur la réforme de l'administration

En tant que conseillère du Vice-premier ministre en charge de la gestion de l'administration d'État, Mme Pires est responsable de la planification, de la hiérarchisation et de la gestion de l'élaboration de politiques pour la réforme du service public timorais. Elle coordonne la rédaction des propositions de politiques des ministères et agences chargés de créer et de renforcer le cadre de responsabilisation des institutions concernées.

- Spécialiste du développement de la société civile, programme judiciaire, The Asia Foundation, Timor-Leste (2008 – 2009)

Sensibilisation de la société civile à un meilleur accès à la justice pour les citoyens, et notamment au besoin des femmes d'accéder à la justice.

- Coordinatrice du rapport sur le secteur de la justice pour le Rapport sur l'état de la nation (2007 – 2008)

Coordination de la rédaction du rapport sur le secteur de la justice au Timor-Leste pour le Rapport sur l'état de la nation 2008.

- Coordinatrice du programme de pays, UNIFEM (2002 – 2007)

Responsable du rétablissement du bureau de l'UNIFEM au Timor-Leste, du développement et de la gestion de la mise en œuvre des programmes de pays.

- Spécialiste des médias, Ministère de l'éducation
- Membre de l'Assemblée constituante (2001-2002)

En tant que membre de l'Assemblée constituante chargée de rédiger la Constitution du Timor-Leste, Mme Pires a défendu une Constitution contenant des dispositions suffisantes pour le respect et la protection des droits de la femme à participer aux décisions politiques. À cet effet, Mme. Pires a fait partie des membres de l'Assemblée constituante qui préconisaient une plus grande consultation pour

l'élaboration du projet de constitution et des dispositions fortes pour la protection et la promotion des droits de la femme.

- Spécialiste des politiques asiatiques, Catholic Institute for International Relations (CIIR)
- Conseillère auprès des survivants de la torture et de traumatismes.

Études

Double licence de sociologie et de littérature anglaise, option politique

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat

- Conseillère nationale contre la violence envers les femmes, UNIFEM.
- Membre fondateur de REDE Feto, un réseau d'associations féministes timoraises.
- Membre fondateur du Parti social-démocrate (PSD).
- Membre du groupe consultatif pour le Cabinet du conseiller du Premier ministre chargé de la promotion de l'égalité entre les sexes. À cet égard, Mme Pires participe à la rédaction du rapport initial de Timor-Leste pour le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.
- Membre du groupe consultatif pour le Secrétaire d'État à la promotion de l'égalité entre les sexes.
- Membre du conseil d'administration de la fondation Alola, une ONG locale de défense des droits de la femme.
- Membre de l'ONG PRADET, qui fournit des services de santé mentale.
- En sa qualité de conseillère du Vice-premier ministre, Mme Pires est responsable de l'élaboration de politiques pour la mise en œuvre des observations générales et recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes relatives à la gestion de l'administration d'État.
- Défend activement les droits de la femme dans le cadre d'ateliers, de séminaires et de conférences à l'échelle nationale. Elle met notamment l'accent sur la participation des femmes aux décisions politiques qu'elle juge cruciale au renforcement de la participation des citoyens dans d'autres domaines sociaux et économiques.

Publications les plus récentes dans le domaine

- « Working Towards Women's Rights in Timor-Leste: The Launch of "Women, War and Peace" et « Visit to the Village of Mauxiga » dans *Viva Timor-Leste!*, volume II, Bureau de l'information de la Mission d'appui des nations Unies au Timor oriental, Dili, 2005, p. 76-77.
- « Enhancing Women's Participation in Electoral Processes in Post Conflict Countries: Experiences from East Timor », réunion d'experts sur le thème « Participation des femmes aux processus électoraux dans les pays sortant d'un

conflit », Bureau des Nations Unies pour la Conseillère spéciale pour la problématique hommes-femmes et la promotion de la femme, Glen Cove, p. 19-22, janvier 2004.

- « East Timor and the Debate on Quotas », présentation de l'atelier régional sur la mise en œuvre de quotas, Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Jakarta, septembre 2002.

Sapana Pradhan-Malla (Népal)

Date et lieu de naissance

15 novembre 1963, Nawal Parasi (Népal)

Langues de travail

Népalais et anglais

Situation/fonction actuelle

- 2008-2010 : membre de l'Assemblée constituante du Népal
- 2010 : conseillère du Comité sur la violence à l'égard des femmes, Cabinet du Premier ministre
- Présidente du Conseil d'administration d'Égalité Maintenant
- Membre du Forum for Women Law and Development
- Membre du conseil d'administration du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme Asie-Pacifique. Cette organisation veille à l'application des droits de la femme par l'intermédiaire du CEDAW
- Membre du Conseil consultatif du réseau régional de SAP International sur la violence à l'égard des femmes en politique.

Principales activités professionnelles

- Membre du Comité constitutionnel (comité de rédaction) de l'Assemblée constituante chargé de finaliser la Constitution.
- Membre du Comité législatif du Parlement qui examine minutieusement les lois et réalise les améliorations nécessaires avant leur adoption par le Parlement. A joué un rôle majeur en tant que coordinatrice du comité technique lors de l'adoption de la loi sur les violences domestiques en 2007.
- Participation et contribution majeure à la rédaction de plusieurs lois, dont la loi sur le harcèlement sexuel, le projet de loi sur l'égalité entre les sexes, le 11^e projet de loi du code national et la loi sur la traite des êtres humains. Membre du Comité de haut niveau chargé d'amender la loi discriminatoire à l'égard des femmes, Gouvernement du Népal, 2001.
- Avocat général dans la plupart des grandes affaires de discrimination du Népal invoquant l'obligation de l'État partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes qui ont donné lieu à des jugements de la Cour suprême du Népal et à des réformes juridiques et pratiques sur diverses

questions, dont la loi sur le viol conjugal, le droit d'hériter des femmes, la confidentialité des personnes affectées.

- Aide juridique aux victimes de violences sexuelles, sociales et culturelles et de déni de différents droits, dont le droit foncier, en tant que membre actif du Barreau népalais et du Forum for Women, Law and Development.
- Milite pour la réforme et l'application des lois, l'accès à la justice, l'abolition des préjugés et des stéréotypes, la création d'institutions et l'allocation de ressources pour une application *de jure* et *de facto* des droits.
- Promotion active de l'utilisation de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes comme outil d'autonomisation des femmes et de la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées de 2006, du Protocole facultatif de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée de 2000.
- Maître de conférences, faculté de droit de l'université de Tribhuvan de 1992 à 1994. Conférences dans diverses institutions et universités nationales et internationales, dont la faculté de droit de Harvard.

Études

- 1990 : maîtrise de droit comparé, Université de Delhi (Inde)
- 1987 : licence de droit, Université de Tribhuvan, Katmandou (Népal)
- 1987 : avocat, Cour suprême du Népal

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Ces quinze dernières années, j'ai participé au renforcement des capacités de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et j'ai travaillé avec des gouvernements, des ONG et des associations internationales :
- 2002-2005 : coordination de la campagne en faveur de la ratification du Protocole facultatif de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- 2004 : coordination de la préparation des Plans d'action du Népal sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- Coordination de la préparation du rapport parallèle des ONG pour le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes concernant le rapport initial du Népal en vertu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1999 et des deuxième et troisième rapports périodiques en 2004.

- 2002 : mission de conseil technique, par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, auprès du Gouvernement cambodgien pour la préparation de son rapport en vertu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- 2002 : coordination de l'élaboration du Plan d'action et des indicateurs de suivi pour l'application des observations finales de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, UNIFEM , Népal.
- 2000 : étude sur le statut de mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Center for Feminist Legal Research, Université de York, Canada.
- Participation à l'enseignement mutuel des gouvernements sud-asiatiques sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ainsi qu'au renforcement des capacités des groupes féministes, journalistes, avocats, juges et gouvernements sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- 1998-1999 : participation aux négociations et à la rédaction du Protocole facultatif de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- 2004 : recherches sur les lois et procédures juridiques concernant l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, ECPAT/PLAN.
- 2004 : contribution à un document du Centre régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique intitulé « Women, HIV and Human Rights », Bureau du Haut Commissariat aux droits de l'homme au Népal.
- 2002 : contribution à l'élaboration de mesures pour l'application de la Convention de l'ASACR sur la prévention et l'élimination de la traite des femmes et des enfants aux fins de la prostitution pour le Secrétariat de l'ASACR et le Bureau régional de l'Asie du sud de l'UNIFEM.
- 2007 : examen de la législation sur la traite des êtres humains pour l'UNICEF Afghanistan; 2005 : évaluation d'un projet sur l'égalité entre les sexes et la justice pour l'UNIFEM Afghanistan; 2003 : élaboration d'une méthode d'étude du cadre juridique et politique pour la réforme du droit sur la traite des êtres humains en Mongolie.
- 1998 : analyse de l'impact des stratégies sur la violence à l'égard des femmes en Asie pour la Division de la promotion de la femme des Nations Unies.

Publications les plus récentes dans le domaine

- « Engendering the Constitution of Nepal », Conseil du barreau népalais, 2008.
- Auteur de chapitres sur le Népal dans *Establishing Legal Identity for Social Inclusion*, Banque asiatique de développement, 2006.
- « Discriminatory Laws in Nepal and their Impact on Women », FWLD, mise à jour en 2006.
- « Child Marriage », UNIFEM/FWLD, 2006
- « Sex Equality-Approaches and Judicial Intervention », Cour suprême, 2006.

- Études thématiques du Comité d'action internationale pour la promotion de la femme Asie Pacifique sur le droit des femmes à la nationalité et à la citoyenneté (2006) et au harcèlement sexuel au travail (2005).
- « Citizens with(out) Rights: Nepal Gender and Social Exclusions Assessment », Ministère du développement international/Banque mondiale, 2005.
- Auteur des chapitres « Access to Justice and Personal Security », « Minimizing Corruption » et « Government Accountability » dans *Promoting Pro-Poor Governance*, Ministère du développement international, 2000.
- « Inheritance Right of Nepali Women: Journey Towards Equality », Comité d'action internationale pour la promotion de la femme Asie Pacifique/FWLD, 2004.
- « Special Measures for Women and Its Impact », FWLD, 2003.
- Co-auteur de « Abortion in Nepal: Women in Prison », Center for Reproductive Law and Policy, 2002.
- « Sexual Harassment at Workplace in Nepal », OIT, 2001.
- « Effectiveness of the Existing Laws and Institutional Mechanisms on Trafficking of Women in Nepal », UNIFEM /FWLD, 2000.

Patricia Schulz (Suisse)

Date et lieu de naissance

28 juillet 1949, Genève (Suisse)

Langues de travail

Français, anglais, allemand

Situation/fonction actuelle

- Directrice du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG), Département fédéral de l'intérieur (depuis 1994)
- Co-présidente de la Conférence suisse des déléguées à l'égalité
- Membre de la Commission fédérale pour les questions féminines
- Membre du Comité de direction du Programme national de recherche n° 60 « Égalité entre hommes et femmes »

Voir <http://www.ebg.admin.ch>

Principales activités professionnelles

- Développer la politique en matière d'égalité et en fixer les priorités.
- Collaborer avec tous les ministères concernés, y compris pour le contrôle du respect de l'égalité et de la non-discrimination dans la législation.
- Soutenir les différents ministères dans la réalisation de l'égalité dans leurs domaines.

- Représenter les questions d'égalité dans l'administration fédérale, au Parlement, dans les médias, ainsi qu'auprès des autres partenaires (universités, associations féminines, organisations d'employeurs et syndicales, etc.), et au plan international.
- Coordonner les activités au niveau national avec les organismes cantonaux et privés.
- Initier des recherches scientifiques sur les questions de genre, d'égalité et de non discrimination (y compris la violence domestique).
- Développer la coopération en matière d'égalité avec les administrations (fédérale et cantonales), les syndicats et associations d'employeurs, la société civile.
- Participer au travail d'information et de communication sur les questions d'égalité.

Études

- Licence en droit, Université de Genève
- Diplôme d'études juridiques supérieures (droit social et droit administratif)
- Brevet d'avocate, Genève

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Responsable de l'élaboration du Premier et Deuxième Rapport périodique de la Suisse sur la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et cheffe de la délégation suisse pour la présentation du Rapport devant le Comité (2000-2003). Étroite association des ONG au processus. Participation à l'élaboration du Troisième Rapport (2006-2008). Co-responsable pour la préparation de la ratification par la Suisse de la CEDEF/CEDAW et des débats parlementaires y menant (1994-1997).
- Chef ou chef suppléant de la délégation suisse à la 4e Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes et à ses séances préparatoires et subséquentes (Pékin +5 et + 10), au niveau mondial et régional, ainsi qu'aux sessions de la CSW. Vice-présidente de la Réunion préparatoire de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, pour la préparation de la 23^e session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies. Responsable des prises de position de la Suisse (1994-2010).
- Présidente du Comité suisse pour la 4e Conférence de Pékin, réunissant une soixantaine de membres (organisations féminines, organisations de défense des droits humains, représentant(e)s des syndicats et des employeurs, 1994-2000).
- Chef du groupe de travail interdépartemental responsable pour l'élaboration du Plan d'action de la Suisse, suite à la 4e conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, publié en 1999 (1996-1999).

- Chef de la délégation suisse aux 4^e, 5^e et 6^e Conférences ministérielles européennes sur l'égalité entre les femmes et les hommes (Istanbul 1999, Skopje 2003, Baku 2010) et participation à divers séminaires et rencontres du Conseil de l'Europe.
- Membre de la délégation suisse pour la présentation des rapports périodiques concernant le Pacte sur les droits civils et politiques et celui sur les droits économiques, sociaux et culturels (1999, 2001).
- Responsable de la collaboration étroite avec les ONG dans la promotion de l'égalité au plan national, ainsi qu'avec les syndicats, les associations d'employeurs, la société civile.
- Participation régulière avec exposés à des colloques, cours, réunions d'ONG, émissions de radio et TV; nombreuses interviews et articles publiés dans les médias généralistes et spécialisés sur tous les thèmes liés à l'égalité entre femmes et hommes et la non discrimination.

Publications les plus récentes dans le domaine

- « Égalité et genre dans l'État suisse », Colloque, Association suisse pour les droits de la femme, Berne, 2009
- Artikel 14, 15, 16, Kommentar Gleichstellungsgesetz, 2. Auflage, Helbing-Lichtenhahn, p. 434-494 (Les articles 14, 15 et 16 de la loi sur l'égalité entre hommes et femmes), 2009
- Travail de communication du BFEG. « L'exemple du programme pour la prévention du harcèlement sexuel », Centre des Associations féminines vaudoises, Lausanne, 2008
- « Le Troisième Rapport de la Suisse sur la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes », Commission fédérale pour les questions féminines, Berne, 2008
- « Diversity and Inclusion Schweiz », Diversity Roundtable Schweiz, Zurich, 2007
- « Diversity and the pursuit of equality: challenges and strategies », assemblée annuelle de Philias « Diversity - what does it mean and how do we start? » avec CSR Europe, Genève, 2006
- « Geschlechterverhältnisse heute : gesellschaftliche und politische Konsequenzen », Ringvorlesung SS 2006 : Geschlechterverhältnisse im Umbruch – Chancen und Konflikte, Bâle

Dubravka Simonovic (Croatie)

Date et lieu de naissance

11 août 1958, Zagreb

Nationalité

Croate

Langues

Anglais, allemand, croate

Statut matrimonial

Mariée, deux enfants

Diplômes universitaires

- Universitaire invitée, faculté de droit de l'Université Columbia de New York (États-Unis), avril-juin 2002
- Doctorat de droit de la faculté de droit de l'Université de Zagreb (Croatie), 1997
- Maîtrise de droit de la faculté de droit de l'Université de Zagreb (Croatie), 1991
- Examen du barreau, Zagreb (Croatie), 1984
- Faculté de droit, université de Zagreb (Croatie), 1982

Fonctions internationales

- Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (depuis 2003) aux postes suivants : rapporteuse (2005-2006), présidente (2007-2008), vice-présidente du groupe de travail chargé des communications (2009-2010); rapporteuse chargée du suivi des observations finales (2009-2010), membre du groupe de travail conjoint de la Convention relative aux droits de l'enfant/Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- Membre du tableau d'experts de l'UNIFEM pour la publication du rapport « Le progrès des femmes à travers le monde » (2009-2010).
- Co-présidente du Comité ad hoc pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (2009-2010).
- Membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'égalité entre les sexes (2009).
- Membre du Groupe de travail du Conseil de l'Europe sur la violence à l'égard des femmes, y compris sur la violence domestique (2006 : présidente; 2008 : vice-présidente).
- Président de la Commission des Nations Unies sur la condition (2000-2002).
- Membre du Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (2001-2003).
- Présidente du Comité directeur pour la bioéthique, Conseil de l'Europe (2003-2005).
- Coordonnatrice du projet de l'UNIFEM et du Gouvernement de la République de Croatie sur l'application de la Convention pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, en Asie, en Europe centrale et orientale (Croatie, République tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie, Slovaquie) (2002-2003).
- Vice-présidente de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle », New York (1999-2000).

- Experte nationale du projet du PNUD intitulé « Participation des femmes au développement dans les pays de la CEE et de la CEI » (1995).

Fonctions nationales

- Membre de la Commission nationale contre la traite des personnes (depuis 2003).
- Membre du Conseil national des droits de l'enfant (depuis 2003).
- Membre du Comité directeur du Centre des droits de l'homme (depuis 2003).
- Coordinatrice du projet « Preventive Counter-Trafficking Capacity Building for Croatian Diplomatic Personnel », Organisation internationale pour les migrations (2007-2008).
- Membre de la Commission nationale sur les Roms (2004 -2008).
- Coordinatrice chargée de l'égalité entre les sexes au Ministère des affaires étrangères (2004-2006).
- Membre du Comité national sur l'égalité entre les sexes (2002–2004).
- Membre du Groupe de travail chargé d'élaborer la loi sur l'égalité entre les sexes (2003).
- Membre fondatrice du Comité national pour l'égalité des femmes (1997 – 1999).
- Conseillère juridique pour le programme de protection des victimes de la violence et d'assistance à ces victimes, programme du Gouvernement de la République de Croatie (1994).

Carrière professionnelle nationale

- Chef du Département des droits de l'homme au Ministère des affaires étrangères (depuis 2002).
- Ministre plénipotentiaire à la Mission permanente de la République de Croatie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (1998-2002).
- Vice-consul générale de la République de Croatie à New York (1997-1998).
- Chef du Département des droits de l'homme au Ministère des affaires étrangères (1994-1996).
- Conseillère auprès du Vice-Premier Ministre (1992-1994).
- Chef du Département des services juridique et administratif de l'Institut Vuk Vrhovac (1988-1992).
- Représentante juridique auprès de divers tribunaux (1982-1988).

Sélection de conférences et séminaires

Déclarations au nom du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ou en tant qu'expert de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

- Conférence européenne « Migrations et violences à l'égard des femmes en Europe », Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Union interparlementaire, 10/12/ 2009, Paris (France).
- Premier et deuxième Forum sur les questions relatives aux minorités, Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Genève (Suisse), 15-16 décembre 2008, 12-13 novembre 2009.
- Atelier de renforcement des capacités du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme pour l'ONG Women's Rights Advocates en commémoration du 30e anniversaire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Istanbul (Turquie), 19-20/10/2009.
- Séminaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe sur la réforme juridique et l'égalité entre les sexes intitulé « Sharing best practices on gender-aware legislation », Ashgabat (Turkménistan), 12 octobre 2009.
- Conférence WAVE : Stop Violence against Women, Vienne (Autriche), 24/09/2009.
- 6^e et 7^e réunions intercomités, Genève, 18-20 juin 2007; 1 décembre 2008.
- 19^e réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, 21-22 juin 2007.
- Troisième congrès mondial contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, membre du groupe d'experts sur la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle, Rio de Janeiro (Brésil), 25-28 novembre 2008.
- Colloque sur l'impact des violences faites aux femmes sur la famille, Doha (Qatar), 19-23 novembre 2008.
- Déclaration en tant que présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes devant la Troisième Commission de l'Assemblée générale, soixante-troisième session, New York, 15 octobre 2008.
- Visite officielle de suivi du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes au Luxembourg, Luxembourg, 3-5 octobre 2008.
- Conférence « Global Standards – Local Action » sur les 15 ans de la Conférence mondiale de Vienne sur les droits de l'homme, Vienne, 28-29 août 2008.
- Réunion d'experts sur les bonnes pratiques en matière d'élaboration de lois sur la violence contre les femmes, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Vienne (Autriche), 26-28 mai 2008.
- Discussion d'experts du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les mécanismes des Nations Unies pour la suppression de la législation qui discrimine les femmes, Genève, 4 avril 2008, 24 octobre 2008.
- Déclaration en tant que présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes lors de la 52^e session de la Commission de la condition de la femme et table ronde d'experts sur les politiques de financement de l'égalité entre les sexes, 25 février-7 mars 2008.
- Conférence régionale asiatique intitulée « Women's and Children's Rights, the Human Rights Relationship », Bangkok (Thaïlande), 9-10 décembre 2007.

- Atelier régional des îles du Pacifique intitulé « An Overview of the reporting process, follow up to concluding comments and implementation », Port Vila (Vanuatu), 19-21 décembre 2007.
- Expert lors de la conférence internationale « Stop Domestic Violence Against Women - Ten Years of Austrian anti- violence legislation », Vienne (Autriche), 5-6 novembre 2007.
- Conférence sur la participation des femmes aux mécanismes de gestion, Pékin (Chine), 20-21 octobre 2007.
- Déclaration en tant que présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes devant la Troisième Commission, New York, 15 octobre 2007.
- Rapport en vertu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, St. Stefan (Monténégro), 24-26 septembre 2007.
- Table ronde d'experts du Conseil de l'Europe « Girl child victims of trafficking », New York, 1^{er} mars 2007.
- Discours lors de la 52^e session de la Commission de la condition de la femme sur le thème prioritaire de l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'encontre des filles, New York, 26 février 2007.
- Membre du groupe d'experts « Eliminating violence against the girl child » de la Division de la promotion de la femme de l'UNICEF, New York, 26 février 2007.
- Réunion de réflexion sur le régime conventionnel mis en place par les Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, Malbun (Lichtenstein), 14-16 juillet 2006.
- Membre du groupe d'experts de la Division de la promotion de la femme du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes : « Violence against women », New York, 3 mars 2006.
- Atelier sous-régional du Caire pour l'application des observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (pour l'Algérie, l'Égypte, la Libye, la Mauritanie, le Maroc, la Tunisie), Le Caire (Égypte), 19-22 décembre 2005.
- Atelier de suivi sur l'application des observations finales à l'échelle nationale, 4-6 octobre 2005, Zagreb (Croatie).
- Animatrice de la table ronde organisée sur le thème des synergies entre la mise en œuvre nationale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et la Convention pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, par la Commission de la condition de la femme le 11 mars 2005 à New York.
- Table ronde des institutions nationales de défense des droits de l'homme et des mécanismes nationaux de promotion de la femme, Ouarzazate (Maroc), novembre 2004.
- 3^e Conférence des femmes parlementaires d'Europe du sud-est, Skopje (Macédoine), juin 2004.

- Réunion du Groupe d'experts pour l'étude sur la violence à l'égard des enfants du Secrétaire général, M. Paulo Sergio Pinheiro, Genève, 2003.
- Conférence sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en Europe centrale et orientale (Croatie, République tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie, Slovénie), Dubrovnik (Croatie), octobre 2003.
- Présidente de la Commission de la condition de la femme à la réunion du Groupe d'experts des Nations Unies sur les femmes et la discrimination raciale, Zagreb (Croatie), novembre 2000.

Déclarations en tant que présidente/vice-présidente de la Task Force du Conseil de l'Europe et co-présidente du Comité ad hoc pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (CAHVIO) du Conseil de l'Europe.

- Conférence de clôture de la Campagne du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, Strasbourg (France), 10 juin 2008.
- Séminaire régional sur le soutien aux victimes de la violence domestique et leur protection : infrastructures requises, Espoo (Finlande), 8-9 octobre 2007.
- Conférence conjointe des centres de liaison nationaux et des parlementaires de référence, Strasbourg (France), 5 juin 2007.
- Séminaire régional sur la participation active des hommes pour combattre la violence domestique, Zagreb (Croatie), 9 mai 2007.
- Séminaire régional sur les mesures juridiques pour combattre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique, La Haye (Pays-Bas), 21 février 2007.
- Conférence d'ouverture de la Campagne du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, Madrid (Espagne), 27 novembre 2006.
- 1^{ère} réunion du Réseau des parlementaires de référence de l'Assemblée parlementaire, Istanbul (Turquie), 15 mai 2009.
- Première (6-8 avril 2009), deuxième (25-27 mai 2009) et troisième (1-3 décembre 2009) réunions du Comité ad hoc pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (CAHVIO), Strasbourg (France).

Membre de la délégation croate

- Vingt-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'enfance, septembre 2002, New York, et membre du Groupe chargé de l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de la discrimination à l'égard des femmes et de la Convention relative aux droits de l'enfant.
- Vingt-sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, consacrée au VIH/sida, juin 2001, New York.
- Vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle », juin 2000.

- Présentation du rapport initial devant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, New York, janvier 1998.
- Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, Stockholm (Suède), août 1996.
- Présentation du rapport initial devant le Comité des droits de l'enfant, Genève, janvier 1996.
- Quatrième conférence mondiale sur les femmes, Pékin (Chine), septembre 1995.
- Présentation du rapport initial devant le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Genève, mars 1995.
- Conférence « Égalité et démocratie : utopie ou défi? », Strasbourg, février 1995.
- Conférence de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe « Les femmes dans un monde en évolution », Vienne, octobre 1994.
- Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire (Égypte), septembre 1994.

Sélection de publications

Dubravka Šimonović est l'auteur et l'éditeur d'ouvrages et d'articles dans les domaines des droits de la femme, de l'homme et de la procréation médicalement assistée :

- Note d'introduction de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Médiathèque de droit international des Nations Unies, droits de l'homme, décembre 2008
- Introduction du guide de terrain de l'UNICEF : « CEDAW and the Reporting Process to the Committee on the Elimination of Discrimination against Women: A Guide for UNICEF Field Staff », UNICEF, 2008
http://www.unicef.org/cedaw30/materijals/guides_manuals_tools.php
- « Reflections on the Future of the CEDAW Committee » dans *The Circle of Empowerment*, The Feminist Press, Université de la Ville de New York, décembre 2007, p. 349-351.
- Short Guide on CEDAW (Guide de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son application en Croatie), publié par l'Office national de l'égalité entre les sexes, Zagreb, 2004, p.139
- Medically Assisted Procreation: Law and Ethics (La procréation médicalement assistée : loi et éthique), 1997, Organizator, Zagreb, p. 399
- Social and Legal Problems of Artificial Insemination (Problèmes sociaux et juridiques de l'insémination artificielle), Medicinska naklada, Zagreb, 1993
- United Nations and the Status of Women, in Croatia and the United Nations, Organizator, Zagreb, 1996, p. 251-265

Prix

- Comité d'ONG sur la condition de la femme, prix « Femmes qui changent la donne », New York, octobre 2001

Amaryllis Torres (Philippines)**Date de naissance**

31 décembre 1945

Langue de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

Membre [représentant universitaire] de la Commission philippine sur la femme

Professeur de développement communautaire et doyenne, College of Social Work and Community Development, Université des Philippines

Principales activités professionnelles

En tant que membre de la Commission philippine sur la femme : élaboration de politique et examen de la mise en œuvre des plans, politiques et programmes pour les femmes; représentation aux réunions nationales/internationales; présidente du Comité sur la gouvernance de la Commission philippine sur la femme; coordination et élaboration de politiques pour l'intégration de l'égalité entre les sexes dans les processus gouvernementaux à tous les niveaux; suivi de la mise en œuvre des conventions/accords internationaux sur l'égalité entre les sexes conformes au Plan de développement des Philippines favorisant l'égalité entre les sexes. Présidente du Comité interinstitutions sur les statistiques sexospécifiques : élaboration de politiques et contrôle de la collecte et de la diffusion des informations ventilées par sexe dans les bureaux de collecte de données du Gouvernement. En tant que doyenne : enseignement et recherche dans le domaine de l'égalité entre les sexes/de la promotion de la femme.

**Autres activités principales
dans le domaine intéressant
le mandat de l'organe conventionnel
auquel postule le candidat**

Consultante/spécialiste des questions d'égalité entre les sexes auprès d'organisations régionales asiatiques, d'agences gouvernementales nationales et de gouvernements concernant l'intégration d'une démarche antisexiste, l'analyse des disparités entre les sexes et la planification sexospécifique; membre/administratrice de plusieurs associations féministes locales qui défendent les droits de la femme; membre du Groupe de travail technique chargé de formuler les règles de mise en œuvre de la Grande Charte des femmes, octobre-décembre 2009; membre du Réseau de spécialistes des questions d'égalité entre les sexes et du Réseau des responsables de la coordination pour l'égalité entre les sexes de l'Association de coopération économique

Asie-Pacifique; spécialiste des questions d'égalité entre les sexes du Réseau des responsables de la coordination pour l'égalité entre les sexes de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique, qui a conçu et animé un atelier de formation sur l'analyse des disparités entre les sexes pour l'Association de coopération économique Asie-Pacifique, 6 août 2010; consultante sur les questions d'égalité entre les sexes au CESAP, rapport mondial de la Division de la promotion de la femme des Nations Unies intitulé « Strengthening National Mechanisms for Gender Equality and the Empowerment of Women: A Research and Training Project », mai 2009-mai 2010.

Publications les plus récentes dans le domaine

Torres, A.T., 2007. « Capability-building for gender mainstreaming in the national programme against child labor ». http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw51/Panel_capacitybuilding.html.

Torres, A.T., 2001. « How Much Really Goes to Women? A Case Study on the GAD Budget » dans *Gender Budget Trail: the Philippine Experience*, sous la direction de Budlender, D. et al. Makati: The Asia Foundation.

Torres, A.T., 1994. « Gender and Development: making the bureaucracy gender-responsive ». Manille : UNIFEM-NCRFW-HRS.

En cours de publication : Torres, A.T., 2009. « Claiming spaces for political participation, crossing the gender divide ». Document technique pour le Rapport sur le développement humain dans la région Asie-Pacifique. Colombo : centre régional du PNUD.

Judit Wirth (Hongrie)

Date et lieu de naissance

1^{er} juin 1963, Budapest

Langues de travail

Hongrois (langue maternelle), anglais (très bonne maîtrise), français (notions de base)

Situation/fonction actuelle

2008 : membre fondateur de l'Association hongroise des femmes juges, une organisation membre de l'Association internationale des femmes juges.

2003 : membre fondateur et conseillère du Lobby hongrois des femmes, une fédération hongroise d'ONG de femmes.

2002 : membre du Conseil consultatif mondial de Vital Voices Global Partnership, Washington.

1999 : membre du conseil d'administration de l'Association nationale des professionnels de la prévention du crime, Hongrie.

1998 : chef de projet, analyste politique et coordinatrice de programmes de défense des droits de la femme, de formations et de campagnes de mobilisation, organisatrice de conférences à l'association NANE (Les femmes contre la violence), Hongrie.

Principales activités professionnelles

2010 : coordinatrice du projet « PTSD in child victims of violence » de l'association NANE (Les femmes contre la violence).

2010 : formatrice et intervenante au séminaire des chercheurs du Centre européen des droits des Roms sur l'audition des victimes de la traite des êtres humains.

2000 : animatrice de formations sur les droits de la femme, les droits des minorités, l'égalité entre les sexes, la non-discrimination, les violences sexuelles, la traite des êtres humains, les droits des réfugiés et l'autonomisation des femmes.

2010 : conseillère experte, élaboration d'un modèle de programme de prestation de services et d'un cadre législatif pour la prévention et la lutte contre la traite et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants, Fondation des femmes hongroises MONA.

2009 : spécialiste des questions d'égalité entre les sexes pour le rapport de synthèse du Centre européen des droits des Roms réalisé par la Commission européenne sur les mesures destinées à améliorer l'incidence des politiques, programmes et projets pour l'inclusion sociale et contre la discrimination des Roms dans l'UE.

2008 : coordinatrice du projet de défense de l'association NANE (Les femmes contre la violence).

1998 : bénévole dans un service téléphonique d'urgence.

1997 : analyste dans les domaines de la législation, de l'application du droit et des services destinés aux victimes des différentes formes de violences sexuelles.

Études

1997 : maîtrise de littérature et de linguistique anglaise, Faculté des arts, Université ELTE, Budapest

1998-2004 : études de droit, Faculté de droit, Université ELTE

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Participation à la rédaction du Plan d'action national pour l'égalité entre les sexes en Hongrie (2009).
- Directrice et membre du groupe de travail du Ministère des affaires sociales et du travail sur la mise en œuvre par la Hongrie de la Campagne du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (2007-2008).
- Membre du Conseil national hongrois sur l'égalité entre les sexes sous la direction du Ministère des affaires sociales et du travail (2007-2008).

- Analyste politique des programmes pour l'égalité des chances, rédaction de recommandations pour le Lobby européen des femmes (2007).
- Membre du groupe consultatif d'experts du Ministère des affaires sociales et du travail chargé de créer le Centre national d'intervention contre les violences domestiques (2003-2004).
- Participation à la rédaction de quatre projets de loi sur la lutte contre les violences à l'égard des femmes, dont deux ont été adoptés (2003, 2005, 2006, 2009).
- Intervenante et formatrice à des séminaires régionaux sur l'intégration d'une démarche antisexiste dans les droits de l'homme (Amnesty International, 2005), la prise en compte des sexospécificités dans les infrastructures pour les réfugiés (UNHCR, 2005), sur la discrimination sexuelle (OIT, 2004) et la traite des êtres humains (Organisation internationale pour les migrations, 2004).
- Experte invitée sur la responsabilité du pouvoir judiciaire dans la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes (Budapest, 2009), la réforme des lois sur la violence domestique en Hongrie en comparaison avec d'autres pays de la CEE (Sofia, 2008), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes comme instrument juridique (Université d'Europe centrale, Budapest, 2007).
- Analyste dans le domaine du financement de l'égalité entre les sexes, la feuille de route de l'UE pour l'égalité entre les femmes et les hommes, les disparités salariales et la participation politique égale (2007).

Publications les plus récentes dans le domaine

« Domestic violence – dynamics, needs of women and diversity » dans *Improving multi-professional and health care training in Europe -building on good practice in violence prevention*, Module 2, 2009. Manuel de formation. Université d'Osnabrück, Allemagne (coécrit avec Beatrice Biggio et Sabine Bohne, en anglais)

« System Failure: Abused women trapped in the legal system », 2009. Budapest : NANE-PATENT

« Mainstreaming Gender and Age Awareness in Refugee Settings: A Manual for Trainers », 2005. Budapest : Menedék Egyesület (en anglais, conseillère juridique et co-auteur)

« Sexual Harassment in the Workplace » dans *Handbook for Managers and Office Administrators*, 2004. Budapest : Raabe Kiadó (en hongrois)

Rapports parallèles d'ONG sur la situation des femmes en Hongrie adressés au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 2002 (coécrit avec Géza Juhász, en anglais) et 2007 (coédité avec Enikő Pap, et auteur d'un chapitre sur la violence, en anglais).

Prix

- Trois prix décernés par des ministères

- Croix de Chevalier de l'Ordre du mérite de la République de Hongrie pour ses activités contre les violences à l'égard des femmes pour l'égalité des chances des femmes
-